



Treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

Doha, 12-19 avril 2015

Distr. limitée
17 avril 2015
Français
Original: anglais

Point 4 de l'ordre du jour

**Coopération internationale, y compris au niveau régional,
pour combattre la criminalité transnationale organisée**

Projet de rapport

Rapporteuse générale: Sintija Oskalne (Lettonie)

Additif

Coopération internationale, y compris au niveau régional, pour combattre la criminalité transnationale organisée

Délibérations

1. À ses 9^e et 10^e séances plénières, le 16 avril 2015, le Congrès a examiné le point 4 de l'ordre du jour, intitulé "Coopération internationale, y compris au niveau régional, pour combattre la criminalité transnationale organisée". Il était saisi pour ce faire des documents suivants:

a) Document de travail établi par le Secrétariat sur la coopération internationale, y compris au niveau régional, pour combattre la criminalité transnationale organisée (A/CONF.222/7);

b) Guide de discussion pour le treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (A/CONF.222/PM.1).

2. La 9^e séance plénière a été présidée par le Président du Congrès, le Cheikh Abdullah bin Nasser bin Khalifa Al-Thani, et par le Vice-Président du Congrès, Sadiq Marafi (Koweït). Un représentant du Secrétariat a présenté le point de l'ordre du jour, et l'animateur de l'atelier 2, sur le thème "Traite des personnes et trafic de migrants: succès obtenus et difficultés rencontrées en matière d'incrimination, d'entraide judiciaire et de protection efficace des témoins et des victimes de la traite", a donné un aperçu des discussions qui s'y étaient tenues. Des déclarations ont été faites par les représentants des États suivants: Allemagne, Japon, Thaïlande, Norvège, Canada, Australie, Algérie, Soudan, Iraq, Viet Nam, Roumanie, Venezuela (République bolivarienne du), Azerbaïdjan, Chine, Indonésie, Tunisie et Égypte.



3. La 10^e séance plénière a été présidée par le Vice-Président du Congrès. Des déclarations ont été faites par les représentants des États suivants: Argentine, Inde, Maroc, Koweït, Oman, Espagne, Pérou, États-Unis, Cuba, Suisse, Pakistan, France et Iran (République islamique d'). Des déclarations ont également été faites par les observateurs de la Ligue des États arabes et du Réseau ibéro-américain de coopération judiciaire internationale, concurrentement avec la Conférence des ministres de la justice des pays ibéro-américains.

Débat général

4. Les orateurs ont fait ressortir l'importance que revêtaient les conventions des Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale en ce qu'elles offraient un solide cadre juridique pour la coopération internationale en matière pénale, et ont invité tous les États Membres qui ne l'avaient pas encore fait à devenir parties à ces instruments. Beaucoup ont souligné qu'il fallait redoubler d'efforts pour veiller à ce que ces conventions soient appliquées. À ce sujet, des intervenants ont appelé l'attention sur les mesures que leurs pays avaient prises et les réformes juridiques et institutionnelles qu'ils avaient conduites pour se conformer aux normes de coopération internationales énoncées dans les conventions des Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale. À cet égard, on a fait référence, entre autres, non seulement à l'adoption d'une législation interne sur la coopération internationale, mais aussi aux lois visant des formes spécifiques de criminalité, comme la traite des personnes, la corruption, la cybercriminalité et d'autres infractions tirant parti des technologies modernes, dont la criminalité organisée et le terrorisme.

5. Un certain nombre d'orateurs se sont déclarés favorables à l'adoption, en matière d'incrimination, de normes harmonisées qui permettraient de surmonter les problèmes qu'entraînait l'application rigide du principe de double incrimination dans le cadre de la coopération internationale. Ils ont préconisé l'offre d'une assistance en l'absence de double incrimination, à condition que cette assistance ne comporte pas de mesures coercitives.

6. De nombreux intervenants ont proposé une démarche plus souple, selon laquelle il serait possible de fonder la coopération internationale sur des bases légales très diverses, dont la législation nationale, le principe de réciprocité et des dispositions convenues au cas par cas. En outre, ils ont fait référence à l'adoption et à l'application de traités, d'accords et de mécanismes bilatéraux et régionaux couvrant différentes modalités de coopération internationale en matière pénale comme l'extradition, l'entraide judiciaire, la coopération entre services de répression, les enquêtes conjointes et le recouvrement d'avoirs.

7. Beaucoup d'orateurs se sont déclarés attachés au cadre de coopération internationale que constituaient les conventions des Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale, et favorables à ce que celles-ci continuent de servir de base légale à cette coopération, y compris pour combattre les formes nouvelles et émergentes de criminalité, comme la cybercriminalité et le trafic de biens culturels ou d'espèces sauvages. Ayant relevé que la Convention contre la criminalité organisée avait été utilisée environ 250 fois comme base légale dans des affaires d'extradition et d'entraide judiciaire concernant son pays, un intervenant a défendu le potentiel considérable que pouvait offrir le vaste champ d'application de cette Convention pour s'attaquer à une grande variété d'infractions, compte tenu de la

définition du terme “infraction grave” qui y était donnée à l’alinéa b) de l’article 2. Un orateur a prôné la prudence s’agissant d’utiliser la Convention pour promouvoir la coopération internationale dans la lutte contre les formes nouvelles et émergentes de criminalité.

8. Par ailleurs, on est généralement convenu qu’il importait de conclure des accords ou arrangements bilatéraux ou régionaux pour donner effet dans la pratique aux dispositions de la Convention contre la criminalité organisée et de la Convention contre la corruption relatives à la coopération internationale. Un orateur a invité à la prudence à cet égard.

9. S’agissant d’application, de nombreux intervenants ont évoqué le rôle crucial du Mécanisme d’examen de l’application de la Convention des Nations Unies contre la corruption, dont le premier cycle avait donné lieu à l’examen de l’application, entre autres, du chapitre IV de la Convention, relatif à la coopération internationale. Plusieurs orateurs ont mentionné des mécanismes régionaux de suivi qui concernaient d’autres instruments de lutte contre la corruption. Les orateurs ont été nombreux à insister sur le fait qu’il importait de mettre en place un mécanisme pour l’examen de l’application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s’y rapportant. Un intervenant a souligné l’importance du Groupe de travail sur la coopération internationale, qui avait été créé dans le cadre de la Conférence des Parties à cette Convention, et noté que la fréquence des réunions de ce Groupe était une question qui demandait réflexion.

10. Plusieurs orateurs ont fait état de difficultés qui empêchaient dans la pratique de donner suite rapidement aux demandes de coopération internationale, notamment l’absence de coordination efficace entre les autorités compétentes, la législation relative au secret bancaire, les capacités insuffisantes des magistrats et des services de répression, le manque d’expérience pratique de l’utilisation des mécanismes de coopération internationale existants, les différences entre les systèmes juridiques, les barrières linguistiques et le manque de ressources financières et humaines.

11. Parmi les propositions qui ont été faites pour remédier à ces difficultés, la nécessité d’adopter des approches pratiques et souples permettant de donner suite plus efficacement aux demandes de coopération internationale a été soulignée. De nombreux intervenants ont déclaré que des pratiques telles que la transmission spontanée d’informations avant la présentation officielle des demandes d’entraide judiciaire ainsi que le recours à des voies de communication directes aux fins de la coopération non seulement entre les forces de police, mais aussi entre les procureurs, les praticiens et les autorités centrales permettraient de répondre plus rapidement aux demandes de coopération internationale. Un orateur a mentionné la nécessité de hiérarchiser les demandes et, lorsqu’il y avait lieu, de différer la réponse à celles portant sur des questions mineures ou se rapportant aux infractions les moins graves, voire de rejeter ces demandes, car cela pourrait permettre de réduire la lourde charge de travail que représentait l’entraide judiciaire dans la pratique. Il a été largement admis que l’utilisation croissante des technologies de l’information et de la communication par les délinquants avait accru la nécessité de répondre plus rapidement aux demandes de coopération internationale, y compris en ayant recours à la vidéoconférence.

12. Quelques intervenants ont dit que le recouvrement d’avoirs était non seulement l’un des domaines les plus importants de la coopération internationale,

mais aussi l'un de ceux qui posait le plus de difficultés. La nécessité d'éliminer les obstacles juridiques, opérationnels et autres au recouvrement d'avoirs en instaurant un climat de confiance mutuelle et en faisant preuve d'esprit de coopération a été soulignée. Un orateur a insisté sur la nécessité de respecter le principe de la primauté du droit, la garantie d'une procédure régulière et les droits fondamentaux de l'homme dans le cadre de la coopération internationale, y compris dans les affaires de recouvrement d'avoirs.

13. Plusieurs orateurs ont souligné qu'il était important de fournir une assistance technique aux pays en développement pour les aider à renforcer leurs cadres juridiques nationaux relatifs à la coopération internationale en matière pénale et à doter leurs praticiens, procureurs, juges et agents des organes de répression de capacités accrues pour faire efficacement face aux problèmes que posaient la nature transnationale de la criminalité et, en particulier, les liens de plus en plus étroits qui pouvaient exister entre la criminalité transnationale organisée et le terrorisme.

14. Un certain nombre d'orateurs ont exprimé leur soutien aux activités de l'ONUDC consistant à fournir une assistance technique aux États Membres, notamment dans le cadre de programmes d'assistance législative, de formation et de renforcement des capacités en faveur des autorités centrales, pour assurer la mise en œuvre effective des dispositions portant sur la coopération internationale des conventions des Nations Unies relatives à la prévention du crime et à la justice pénale. Ils ont expressément mentionné dans ce contexte les outils mis au point par l'ONUDC pour faciliter l'accumulation de connaissances et l'échange d'informations sur les législations nationales et la jurisprudence concernant la coopération internationale en matière pénale, à savoir le répertoire des autorités nationales compétentes, le portail SHERLOC (Sharing Electronic Resources and Laws against Organized Crime), le rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire, les guides législatifs et les manuels. Plusieurs orateurs ont insisté sur la nécessité de tenir à jour les informations contenues dans ces outils et ont invité les États Membres à aider l'ONUDC à y pourvoir.

15. Des intervenants ont souligné qu'il importait de veiller à ce que les autorités centrales et autres autorités nationales compétentes qui jouaient un rôle dans la coopération internationale en matière pénale disposent des capacités institutionnelles et opérationnelles voulues, en mettant en place de telles capacités ou en renforçant celles qui existaient déjà. Plusieurs intervenants ont mentionné à cet égard l'utilité de mécanismes interorganismes chargés au niveau national de collaborer et d'assurer la coordination avec les autorités centrales afin de répondre rapidement aux demandes de leurs homologues étrangers.

16. De nombreux orateurs ont souligné l'utilité de réseaux régionaux pour aider à coordonner les demandes de coopération et à y donner suite, ainsi que pour surmonter la diversité des normes juridiques utilisées dans le cadre des enquêtes transnationales, estimant qu'ils constituaient un bon moyen d'accroître l'efficacité opérationnelle de la coopération internationale. Plusieurs de ces réseaux régionaux ont été mentionnés, de même que des mécanismes ou des dispositifs de coordination comme Eurojust, le Réseau judiciaire européen et le Processus de Bali concernant le trafic de migrants, la traite des personnes et la criminalité transnationale qui s'y rapporte. En outre, le Congrès a entendu un exposé sur les travaux menés par le Réseau ibéro-américain de coopération judiciaire internationale, conjointement avec la Conférence des ministres de la justice des pays ibéro-américains. La nécessité

d'assurer l'interconnexion de ces réseaux régionaux, notamment en renforçant les mémorandums d'accord qu'ils ont conclus entre eux et l'appui institutionnel de l'ONUDC, a été soulignée. Quelques intervenants ont fait mention d'outils tels que des lignes directrices en matière d'entraide judiciaire ou d'extradition utilisées à l'échelle régionale. Un autre orateur a souligné le travail accompli par le réseau CARIN (Camden Asset Recovery Inter-Agency Network), qui était un réseau informel de points de contact et un groupe de coopération ayant pour mission d'assurer la coordination aux fins de la confiscation du produit du crime ou de biens et du recouvrement d'avoirs.

17. Un orateur a évoqué les effets sur la coopération internationale des sanctions et des mesures unilatérales prises à l'encontre de son pays. Il a proposé que ces effets soient étudiés de plus près et dûment traités par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale.
